

Extrait du Université Populaire de Toulouse

<http://universitepopulaireretoulouse.fr/spip.php?article504>

Conférence-débat : " Palestine occupée, quelles actions ? "

- Agenda -

Date de mise en ligne : vendredi 2 octobre 2015

Date de publication : 12 octobre 2015

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le Collectif Solidarité Palestine 31 avec le soutien de l'Université Populaire de Toulouse invite Taoufik Tahani, président de l'association France-Palestine-Solidarité le lundi 12 octobre à 20H30, espace Duranti - salle Oséte, 6 rue du Colonel Pélissier, Toulouse.

L'intensité actuelle des problèmes posés par le conflit en Syrie et Irak ne doit pas dissimuler que la situation en Palestine s'aggrave continuellement. Le blocus criminel de Gaza dure maintenant depuis huit ans. Mahmoud Abbas vient déclarer devant l'Assemblée Générale des Nations Unies que les Palestiniens ont été trompés par des négociations de façade qui ont permis la colonisation forcée de la Cisjordanie qui continue en violation du droit international et s'accompagne de crimes innommables comme à Doma ou un bébé palestinien a été brûlé vif dans sa maison le 30 juillet par des colons.. Tout ceci se déroule dans l'indifférence notable de toutes les institutions françaises ou européennes qui continuent à favoriser les collaborations civiles et militaires avec l'état d'Israël.

A l'initiative d'un collectif d'ONG Palestiniennes, les citoyens de nombreux pays ont entrepris une campagne de Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) visant tous les aspects commerciaux et culturels de cette collaboration. Les premiers effets s'en font sentir comme le montre le désengagement de Véolia du tramway de Jérusalem et d'Orange de son association avec la société israélienne Partner. Toulouse qui est jumelée avec Tel-Aviv et a signé un accord de collaboration décentralisée avec Ramallah est très impliquée dans ces problèmes.

La réaction des autorités à cette campagne est basée sur une circulaire ad-hoc signée par Madame Alliot-Marie et maintenue par le gouvernement actuel. Quatre militants de cette campagne comparaîtront le 9 décembre prochain devant le Tribunal Correctionnel de Toulouse sous l'inculpation d' « avoir entravé l'exercice normal - de 3 magasins - lors de leur activité économique" .

avec **Taoufiq Tahani**, président de l'Association France-Palestine-Solidarité.